

Introduction à l'économie

CM/TD proposé par *Clément Carbonnier*

contact : clement.carbonnier02@univ-paris8.fr (permanence le lundi de 13h30 à 15h)

site du cours : <http://carbonnier.eu/intro.html>

(présence obligatoire)

Principe du cours. Ce cours vise à donner une vue générale de l'analyse économique et de ses différentes approches. Il mêle des descriptions pratiques des fonctionnements économiques et les grandes notions théoriques pour les comprendre.

Supports de cours. Les diapositives téléchargeables sur le site du cours sont le principal support, elles contiennent l'ensemble des notions à apprendre. Le cours lui-même est essentiel car on y explique ces notions pour bien les comprendre. De plus, le présent livret contient des résumés permettant de faire le point sur les notions essentielles ainsi que des exercices pour s'assurer la maîtrise des concepts. Pour aller plus loin, il est noté dans le livret, au début de chaque séance, les numéros des sections du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE correspondants aux thèmes abordés (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) ainsi que les numéros de chapitres et parties du *Grand Manuel d'Économie Politique* (chez Dunod).

Évaluation des acquis. Quatre examens écrits de contrôle continu, du type de ceux faits en travaux dirigés, sont effectués juste avant la pause des séances 3, 5, 7 et 10 ; ils comportent entre 4 et 8 questions en 10 minutes (1 point par question). Le total des quatre examens de contrôle continu compte pour 40 % de la note finale. De plus, un examen final en fin de session compte pour 60 % de la note. Ce dernier comporte des sections de QCM, des réponses courtes à rédiger et des exercices d'application, sur le modèle des exercices du livret et de ceux faits en classe.

Plan général des séances

1. Qu'est-ce que l'analyse économique ?	p. 03
2. Un marché idéal-typique	p. 06
3. De l'idéal-type à la réalité 1 : rationalité et information	p. 11
4. De l'idéal-type à la réalité 2 : concurrence	p. 14
5. Le financement des entreprises	p. 18
6. Fiscalité et redistribution	p. 20
7. La croissance	p. 23
8. La question du chômage	p. 27
9. Les politiques macroéconomiques	p. 31
10. Commerce international	p. 35

1. Qu'est-ce que l'économie ?

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 1 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) ainsi que dans l'introduction du *Grand Manuel d'Économie Politique* chez Dunod.

Première partie : notions essentielles

I.1. Qu'est-ce que l'analyse économique ?

i. Les sciences économiques étudient la manière dont les individus interagissent entre eux et avec leur environnement pour assurer leur subsistance, et comment ceci varie au cours du temps.

ii. Partie des sciences sociales, elle comprend plusieurs approches au sens de communautés de chercheurs partageant des méthodologies : économie standard, économie politique institutionnaliste, approches keynésiennes.

iii. De nombreuses approches – dont l'économie standard – partagent une méthodologie de type hypothético-déductive (avec des différences sur les hypothèses initiales). Les approches empiriques – qualitative et quantitative – prennent de plus en plus de place.

I.2. Qu'est-ce que le capitalisme ?

i. Les institutions sont des lois et coutumes, ainsi que des organisations publiques ou privées, encadrant et régissant les interactions entre individus.

ii. Un système économique est un ensemble d'institutions organisant la production et la distribution des biens et services dans une société.

iii. Le capitalisme est une famille de systèmes économiques basés sur la propriété privée des moyens de production (et leur accumulation), ainsi que la coordination de la production et de la distribution des richesses par des mécanismes de marché.

I.3. Variétés de capitalisme

i. Les économies capitalistes régulent différemment l'activité économique, à travers des règles s'imposant aux marchés, l'institution des marchés eux-mêmes ou la production et la distribution de certains biens et services en dehors des marchés.

ii. Les taxonomies des variétés de capitalismes étudient particulièrement les régulations du marché du travail (plus ou moins libéral ou coordonné), les institutions d'éducation et de formation, les institutions financières, la protection sociale.

iii. Une typologie standard considère : le modèle néolibéral (États-Unis, Australie, Canada, Royaume-Uni) ; le modèle continental européen (France, Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Norvège) ; le modèle social-démocrate (Danemark, Finlande, Suède) ; le modèle « méditerranéen » (Espagne, Grèce, Italie, Portugal) ; le modèle asiatique (Japon, Corée du sud).

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. Questionnaire à choix multiple

Question 1. L'hypothèse de rationalité dite *homo œconomicus* est absolument nécessaire à l'analyse économique standard.

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Question 2. Le néolibéralisme est une doctrine politique visant à l'absence d'intervention de l'État.

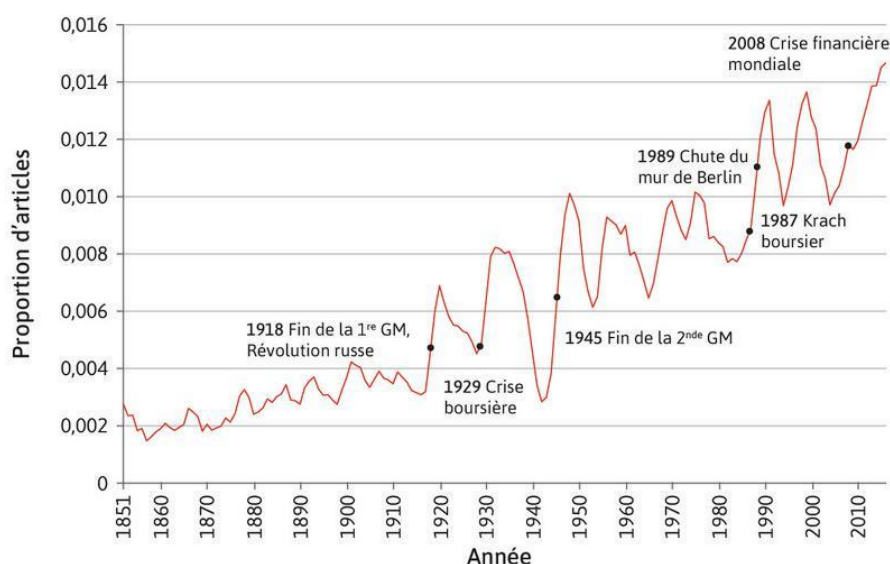
- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Question 3. Le modèle de protection sociale basé sur des assurances gérées par les représentants des salariés et des employeurs et financées par des cotisations sociales sur les salaires est appelé

- ☐ Bismarckien ou corporatiste
- ☐ Beveridgien ou « filet de sécurité »
- ☐ Nordique ou universel

II.2. Exercices

Exercice 1. Le graphique suivant présente pour chaque année la proportion d'articles du New-York Times contenant le mot « Capitalisme » :



Source : manuel CORE

i. Commenter les fluctuations de cette courbe

ii. Proposer une explication pour la tendance de long terme

Exercice 2. Considérer le site internet d'un réseau social que vous utilisez. Examinez maintenant la définition d'un marché.

i. Quelles sont les similarités et les différences entre ce réseau social et un marché ?

ii. Ce type de production et distribution de service est-elle nouvelle ou est-il possible de citer d'anciennes industries fonctionnant sur des principes similaires.

2. Un marché idéal-typique

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 8 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) ainsi que dans le chapitre 1 de la partie 3 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. La courbe de demande

- i.* La courbe de demande trace, pour chaque niveau de prix potentiellement offert sur le marché (en ordonnées), la quantité que les consommateurs potentiels sont prêts à acheter à ce prix (en abscisses).
- ii.* Cette représentation fait l'hypothèse d'absence de tout pouvoir individuel des demandeurs sur le prix offert, qu'ils considèrent comme une donnée indépendante de leurs décisions.
- iii.* La réactivité de la demande est mesurée par l'élasticité de la demande : la variation relative (en %) de la quantité demandée pour une variation relative d'1 % du prix. Plus la demande est réactive, plus l'élasticité est fortement négative et plus la courbe de demande est plate.

I.2. La courbe d'offre

- i.* La courbe d'offre trace, pour chaque niveau de prix potentiellement offert sur le marché (en ordonnées), la quantité que les vendeurs potentiels sont prêts à vendre à ce prix (en abscisses).
- ii.* Cette représentation fait l'hypothèse d'absence de tout pouvoir individuel des vendeurs sur le prix offert, qu'ils considèrent comme une donnée indépendante de leurs décisions.
- iii.* La réactivité de l'offre est mesurée par l'élasticité de l'offre : la variation relative (en %) de la quantité offerte pour une variation relative d'1 % du prix. Plus la demande est réactive, plus l'élasticité est fortement négative et plus la courbe de demande est plate.

I.3. Équilibres de marché

- i.* Le prix d'équilibre du marché égalise l'offre et la demande, ce qui permet que toutes les unités offertes soient effectivement vendues et toutes les unités demandées effectivement achetées.
- ii.* Un choc d'offre (technologie, prix d'un facteur de production...) déplace la courbe d'offre. Le nouvel équilibre est obtenu par déplacement le long de la courbe de demande.
- iii.* Un choc de demande (variations de revenus, obsolescence d'une consommation...) déplace la courbe de demande. Le nouvel équilibre est obtenu par déplacement le long de la courbe d'offre.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

Question 1. Un bien dont l'élasticité de la demande au revenu est négative est appelé un bien :

- ☐ Inférieur
- ☐ Normal
- ☐ Supérieur

Question 2. Une baisse de prix conduit à une diminution du chiffre d'affaires si l'élasticité prix de la demande est :

- ☐ Supérieure à -1 (c'est à dire entre -1 et 0)
- ☐ Égale à -1
- ☐ Inférieure à -1 (c'est-à-dire plus négative que -1)

Question 3. Dans le secteur de la restauration rapide, la consommation énergétique constitue une part importante des coûts de production (éclairage mais surtout consommation électrique des réfrigérateurs, fours et autres machines). Une lutte commerciale entre pays producteurs de pétrole induit une baisse substantielle du prix de l'électricité. Ce choc déplace la courbe d'offre sur le marché de la restauration rapide :

- ☐ Vers la droite
- ☐ Vers la gauche
- ☐ Vers le haut
- ☐ Vers le bas

Question 4. Le gouvernement souhaite assujettir un marché en concurrence à la TVA à laquelle il était exempt jusque-là, s'il anticipe que les producteurs vont payer la majeure partie de cette taxe, c'est qu'il pense que :

- ☐ Les demandeurs ont une disposition à payer supérieure à celle à vendre des offreurs.
- ☐ Les demandeurs ont une disposition à payer inférieure à celle à vendre des offreurs.
- ☐ La demande est plus élastique que l'offre.
- ☐ La demande est moins élastique que l'offre.

II.2. Exercices

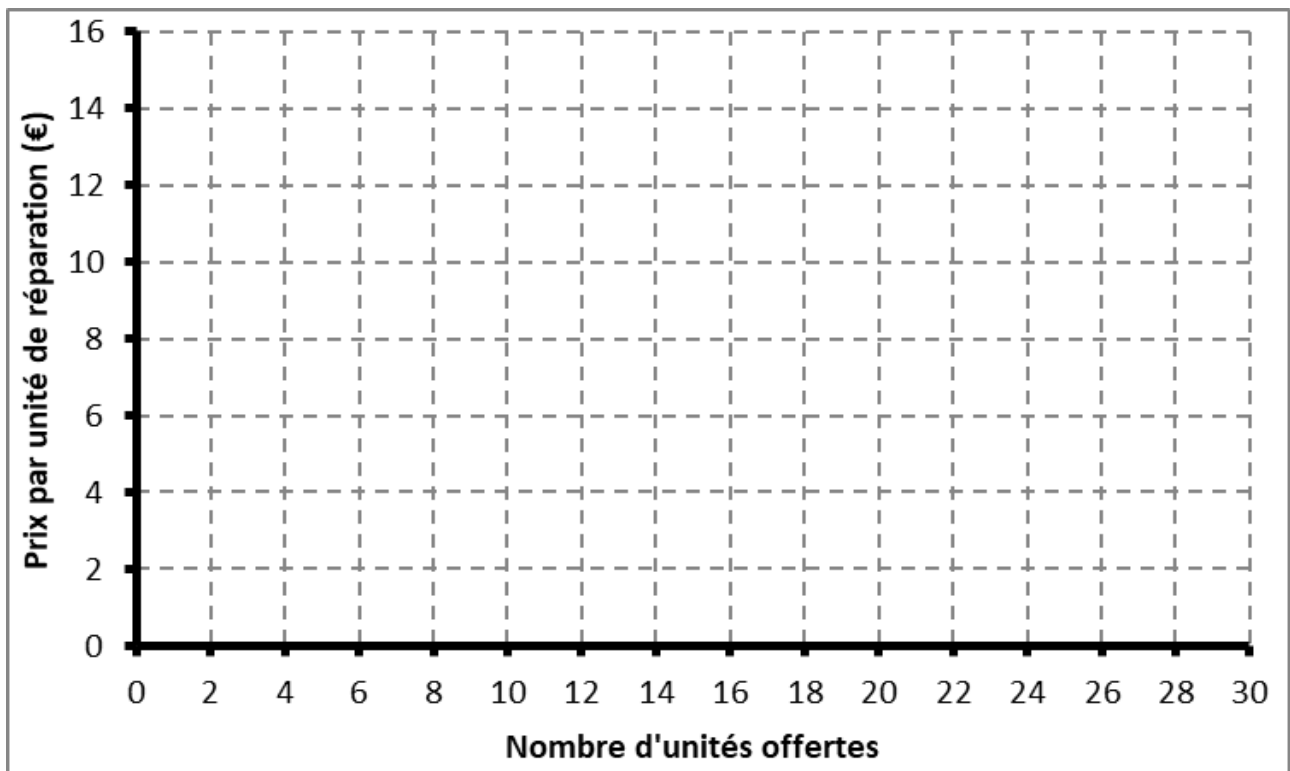
Exercice 1. Mary-Anne travaille actuellement pour un cabinet d'étude qui la rémunère 90 000 € par an. Elle envisage à devenir travailleuse autonome. Pour ce faire, elle a demandé à un cabinet de conseil d'effectuer une étude de marché. La facture totalise 5 000 €. Cette analyse lui indique, pour chaque prix potentiel qu'elle pourrait facturer par dossier traité, le nombre de dossiers annuels qui lui seraient confiés. Elle indique également qu'elle devrait dépenser 30 000 € annuels pour louer ses locaux et son matériel, plus 1 200 € par dossier de traitement comptable auprès d'un cabinet comptable, 750 € par dossier en frais de représentation et de transport ainsi que 1 000 € par dossier

de sous-traitances diverses. Indiquer les montants des coûts que Mary-Anne devra prendre en compte pour :

i. Décider de se mettre effectivement à son compte : _____

ii. Décider du prix par dossier qu'il facturera à ses clients : _____

Exercice 2. Sur une île isolée, trois personnes se posent la question de devenir réparateur de vélo. Jeanne adore réparer des vélos et est prête à arrêter son emploi actuel si la réparation de vélo lui permet de gagner au moins 64 € par jour travaillé ; elle est habile et peut effectuer chaque unité de réparation en une demie heure tout en étant prête à travailler 8 heures par jour travaillé. Edmond au contraire n'est pas très habile, il ne peut produire qu'une réparation par heure (tout en travaillant aussi 8 heures par jour), il est prêt à arrêter son emploi actuel s'il peut gagner au moins 120 € par jour travaillé. Enfin, Camille est prête à réparer des vélos en plus de son activité actuelle, si elle en tire au moins 10 € par réparation, elle ne pourra pas faire plus de 4 réparations quotidiennes. Tracer la courbe d'offre de réparation sur l'île.



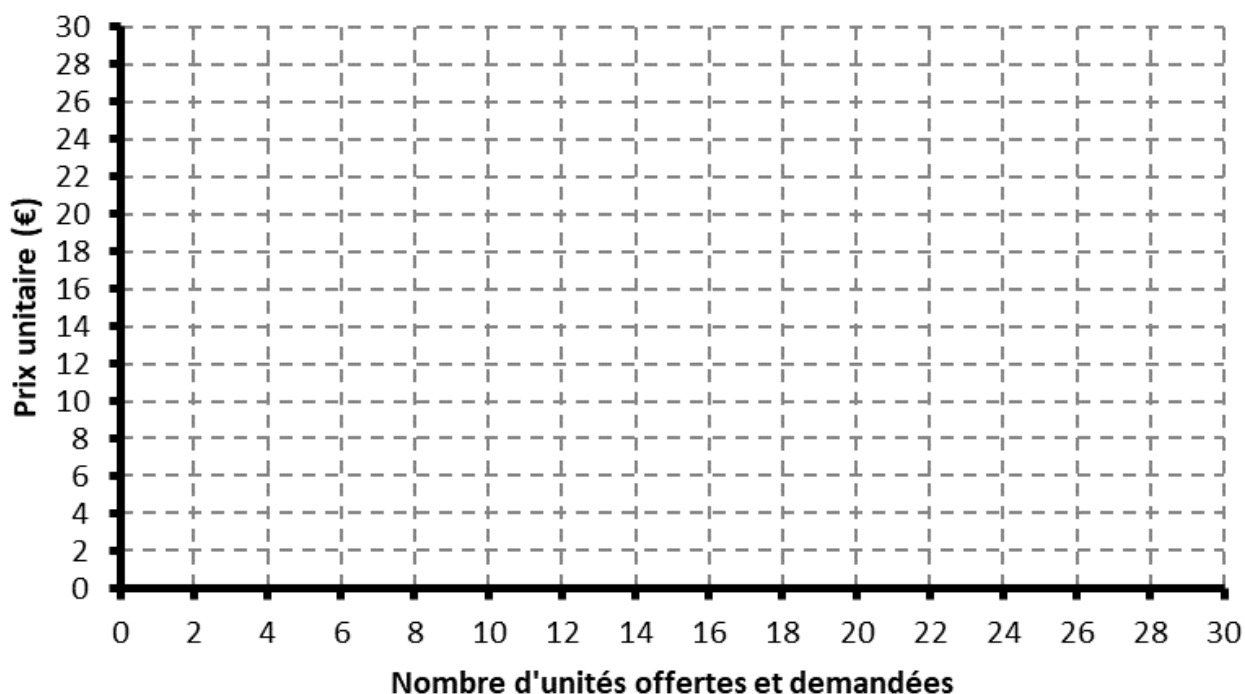
Exercice 3. Supposons un marché dans lequel la demande peut être représentée par la relation : $Q = 24 - P/2$ et le coût de production total est $C^T = 10 + Q^2/2$.

i. Calculer la fonction de demande inverse : $P =$ _____

ii. Calculer la fonction de coût marginal : $Cm =$ _____

iii. Tracer ces courbes sur le graphique ci-dessous, indiquer le prix P^* et la quantité Q^* qui maximisent le surplus total (surplus des consommateurs + surplus des producteurs).

iv. Indiquer le nouvel équilibre si on soumet ce marché à une taxe unitaire de 6 €. Quelle est la part de la taxe payée par les consommateurs ? Pourquoi ?



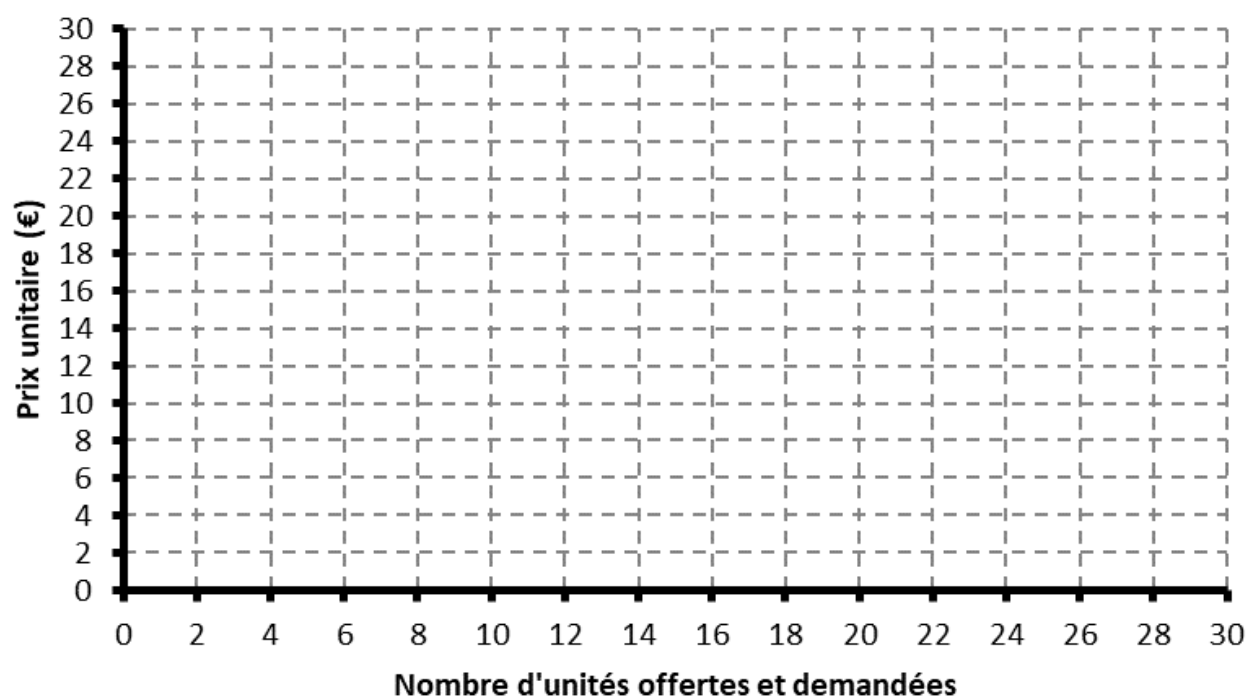
Exercice 4. Supposons un marché dans lequel la demande peut être représentée par la relation : $Q = 30 - P$ et le coût de production total est $C^T = 100 + 14.Q$.

i. Calculer la fonction de demande inverse : $P =$ _____

ii. Calculer la fonction de coût marginal : $Cm =$ _____

iii. Tracer ces courbes sur le graphique ci-dessous, indiquer le prix P^* et la quantité Q^* qui maximisent le surplus total (surplus des consommateurs + surplus des producteurs).

iv. Indiquer le nouvel équilibre si on soumet ce marché à une taxe unitaire de 6 €. Quelle est la part de la taxe payée par les consommateurs ? Pourquoi ?



3. De l'idéal-type à la réalité 1 : rationalité et information

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans les chapitres 4 et 12 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et dans le chapitre 5 de la partie 2 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Biais cognitifs

- i.* L'hypothèse la plus simple de l'analyse standard est celle de l'homo œconomicus, qui modélise les décisions individuelles comme maximisant une fonction objectif (par exemple l'utilité, le profit...) en fonction des informations disponibles.
- ii.* Les humains prennent souvent des décisions qui ne maximisent pas une potentielle fonction objectif, soit du fait d'erreurs de calcul, soit du fait d'heuristiques (opérations mentales automatiques, intuitives et rapides) pouvant conduire à des biais cognitifs.

I.2. Asymétries d'information

- i.* La sélection adverse est un mécanisme de marché pouvant conduire au retrait de vente des biens de meilleure qualité lorsqu'il y a asymétrie d'information sur la qualité des biens entre vendeur et acheteur.
- ii.* Les dommages engendrés par de la sélection adverse peuvent être partiellement contrés par des mécanismes de certification (tierce autorité garantissant la qualité) ou de signalement (action pouvant être plus facilement accomplie en cas de bonne qualité).
- iii.* L'aléa moral est un mécanisme de marché dans lequel des agents ne subissant pas les conséquences d'une situation risquée ne font pas les efforts maximums pour éviter sa survenue.
- iv.* Les dommages engendrés par l'aléa moral peuvent être partiellement contrés par des mécanismes de contrôle ou de désassurance (faire peser une part des conséquences sur les agents).

I.3. Conventions

- i.* *Le notion de convention propose que les décisions individuelles ne sont pas purement optimisatrices mais résultent de conventions de comportement socialement instituées.*
- ii.* *Les conventions sont un type particulier de règles, empreintes d'un certain arbitraire, la plupart du temps non assorties de sanctions juridiques, d'origine obscure, et de formulation relativement vague ou éventuellement précises mais alors sans formulation officielle.*

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

Question 1. Dans un marché d'assurance où les assurés connaissent leur risque individuel mais pas les assureurs, le mécanisme par lequel les moins risqués refusent de s'assurer, conduisant à des hausses de prix des assurances et d'autres refus de s'assurer, est appelé :

- ☐ Aléa moral
- ☐ Auto-sélection
- ☐ Sélection adverse

Question 2. Dans un marché d'assurance où les assurés connaissent leur risque individuel mais pas les assureurs, le mécanisme par lequel les individus assurés font moins d'effort pour éviter la survenue du dommage, conduisant à une hausse du prix de l'assurance, est appelé :

- ☐ Aléa moral
- ☐ Auto-sélection
- ☐ Sélection adverse

Question 3. De nombreux pays obligent l'ensemble des résidents à être affilié à une assurance santé régulée, cette obligation vise principalement à :

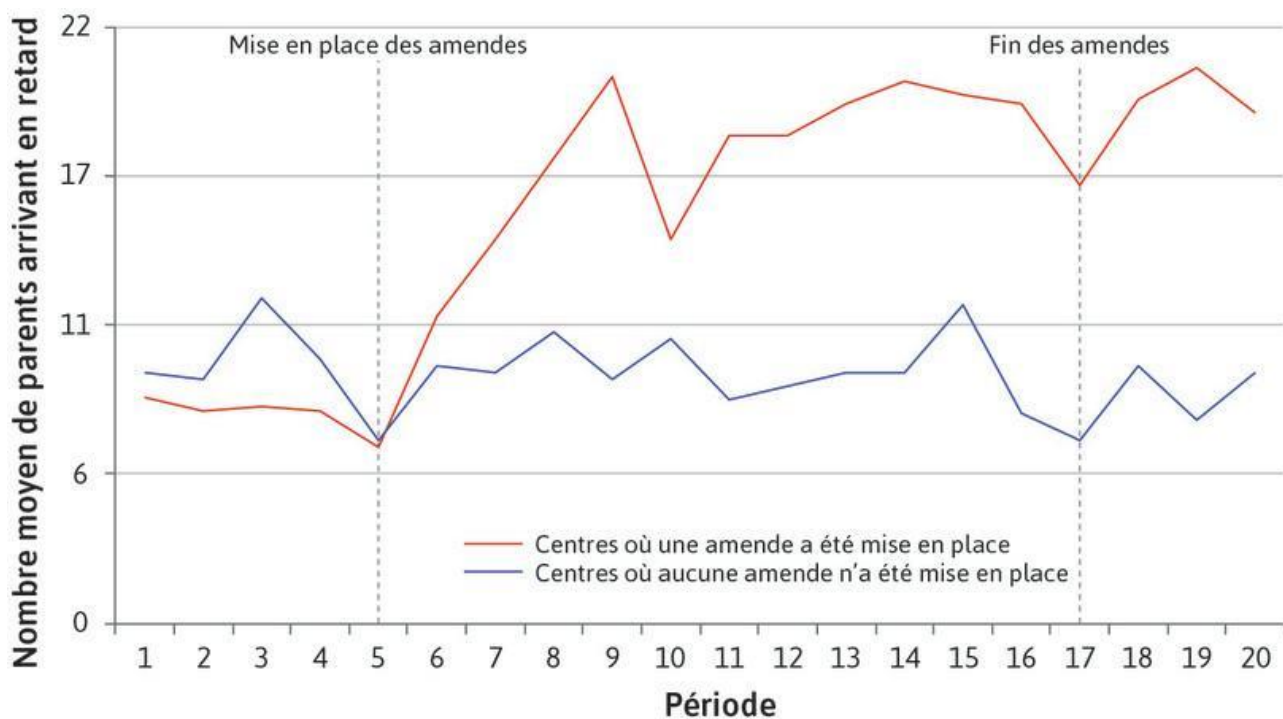
- ☐ Éviter la sélection adverse
- ☐ Limiter l'aléa moral
- ☐ Offrir des clients captifs aux compagnies d'assurances

Question 4. Quels sont les deux principaux objectifs d'une compagnie d'assurance quand elle propose des contrats d'assurance avec uniquement des remboursements partiels ?

- ☐ Attirer des clients qui aiment le risque
- ☐ Limiter l'aléa moral
- ☐ Faire en sorte que les clients s'auto-sélectionnent

II.2. Exercices

Exercice 1. Une expérience menée en Israël en 1998 démontre que les préférences sociales peuvent être très sensibles au contexte dans lequel les décisions sont prises. Les parents ont souvent pour habitude de se dépêcher pour aller prendre leurs enfants à la crèche. Parfois quelques parents sont en retard, ce qui contraint les professionnels à rester plus longtemps. Deux économistes ont conduit une expérience en introduisant un système d'amendes dans certaines crèches mais pas dans d'autres (utilisées comme contrôle). Le « prix du retard » allait de zéro à dix shekels israéliens (environ 3 €). Le graphique suivant montre l'évolution des retards :



À l'aide de ces informations, discuter chacune de ces affirmations :

- L'introduction de l'amende a réussi à réduire le nombre de parents en retard.
- L'amende peut être considérée comme le « prix » pour venir chercher son enfant.
- Le graphique suggère que l'expérience pourrait avoir fait augmenter de manière permanente la tendance des parents à être en retard.
- L'éviction des préférences sociales est intervenue après le retrait de l'amende.

Exercice 2. Considérer le cas de l'assurance maladie. Prendre par exemple le cas français.

- i. Pourrait-il exister de l'aléa moral concernant ce type de service ? Si oui, donner des exemples potentiels.
- ii. Quelles sont les deux grandes familles de solutions pour limiter l'aléa moral ? Donner des exemples dans le cas de l'assurance maladie.
- iii. Pour chacun de ces exemples, discuter l'efficacité du dispositif et ses effets indésirables potentiels.

4. De l'idéal-type à la réalité 2 : concurrence

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 7 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et de la section 1.3 du chapitre 1 de la partie 3 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Monopole

- i.* Une entreprise en monopole tarifie au niveau qui, étant donné la demande anticipée, maximise son profit. Il s'agit du prix correspondant au niveau de production tel que les coûts et les bénéfices de produire une unité de plus s'annulent.
- ii.* Les bénéfices de produire une unité de plus sont le prix de vente de cette unité moins la perte de recette sur les autres unités vendues du fait de la baisse de prix pour vendre cette unité supplémentaire.
- iii.* Un monopole peut tarifier d'autant plus cher que la demande auquel il fait face est peu élastique.

I.2. Différentiation : innovation et marketing

- i.* Une entreprise en concurrence peut chercher à gagner du pouvoir de marché (ou une forme de pouvoir de monopole), en différenciant son produit de celui de ses concurrent.
- ii.* La différenciation verticale consiste à offrir un produit de meilleure qualité, soit en utilisant des matières ou des techniques de meilleure qualité, soit en innovant.
- iii.* La différenciation horizontale consiste à chercher des spécificités de produits s'adaptant mieux aux préférences de certains groupes de clients, ou en construisant une image de marque.

I.3. Discrimination par les prix

- i.* Une entreprise qui a du pouvoir de marché peut augmenter encore son profit en faisant payer des prix différents à différents clients ; il faut pour cela pouvoir connaître et reconnaître les clients et être en position d'empêcher les reventes.
- ii.* La discrimination au 1^{er} degré fait payer un prix adapté à chaque acheteur. Au 3^{ème} degré, elle fait payer des prix différents à des catégories identifiables de consommateurs. Au 2nd degré, elle propose des biens différents (en quantité, en qualité, en conditions d'achat...) de telle sorte que les clients choisissent eux-mêmes la formule qui leur est destinée.
- iii.* Généralement, une politique de discrimination par les prix est favorable au producteur et aux consommateurs ayant la plus faible disposition à payer, mais est défavorable aux consommateurs ayant la plus forte disposition à payer.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

Question 1. Le prix qui maximise le profit du monopole est

- ☐ Proportionnel à l'élasticité de la demande
- ☐ Indépendant de l'élasticité de la demande
- ☐ Inversement proportionnel à l'élasticité de la demande

Question 2. On s'attend à ce que l'élasticité soit supérieure (plus négative) pour un type de produit que pour une variété spécifique de celui-ci (une marque par exemple).

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Question 3. On s'attend à ce que l'élasticité prix de la demande d'essence automobile soit plus forte (plus négative) à Saint-Denis qu'à Baron dans l'Oise.

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Question 4. Un cinéma qui aurait la possibilité de remplir sa salle en faisant payer un prix d'entrée de 7 € ne peut pas avoir d'intérêt financier à proposer un tarif étudiant strictement inférieur à 7 €.

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

II.2. Exercices

Exercice 1. Un monopole propose un bien, de qualité stable, lui coûtant à produire 100 € par unité en plus d'un coût fixe initial de 100 000 € pour mettre en place les installations nécessaires à la production ($C^T = 100\,000 + 100.Q$, où C^T représente le coût total de production et Q la quantité produite). La demande est telle que si le bien est gratuit, 1 000 000 de clients voudront une unité, mais que la demande se réduit de 1 000 unités chaque fois que le prix augmente de 1 € ($D = 1\,000\,000 - 1\,000.P$, où D représente le nombre d'unités achetées et P le prix unitaire de vente).

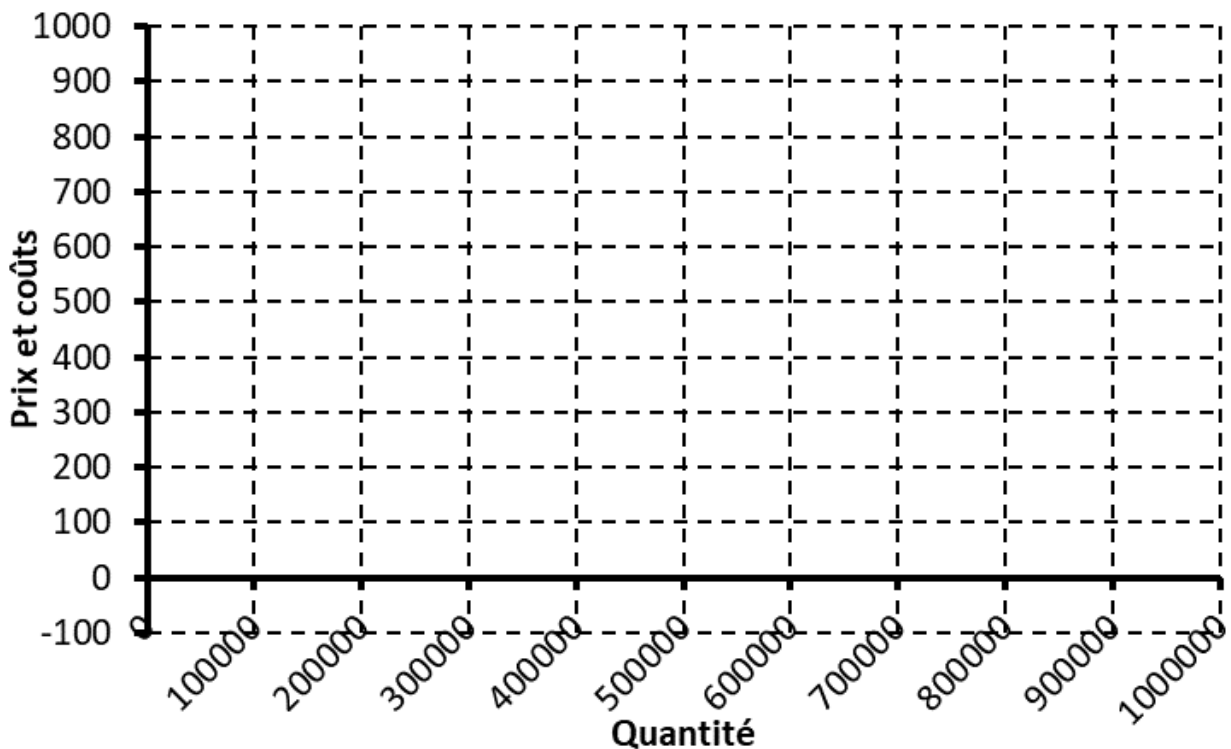
i. Calculer la demande inverse, c'est à dire le prix $P(Q)$ maximum auquel le monopole peut écouler une production Q (donner ce prix en fonction de la quantité Q).

ii. Supposons que le monopole envisage de vendre une quantité Q au prix maximum $P(Q)$. Quelle serait la variation $Rm(Q)$ des recettes du monopole s'il décidait de produire une unité en plus (et subissait la baisse de prix maximum correspondante) ?

iii. En déduire la quantité Q^M qui maximise le profit du monopole, ainsi que le prix de vente P^M ?

iv. Calculer l'élasticité de la demande pour ce niveau de prix et vérifier la relation entre cette élasticité et le taux de marge du monopole.

v. Tracer les courbes de coût marginal, de demande inverse et de recette marginale sur le graphique ci-dessous, ainsi que la quantité et le prix de monopole.



Exercice 2. Considérons le cas de *Netflix* avant l'entrée de ses concurrents (*Amazon prime vidéo*, *Apple TV*, *Disney +*), c'est à dire à l'époque où elle était en monopole.

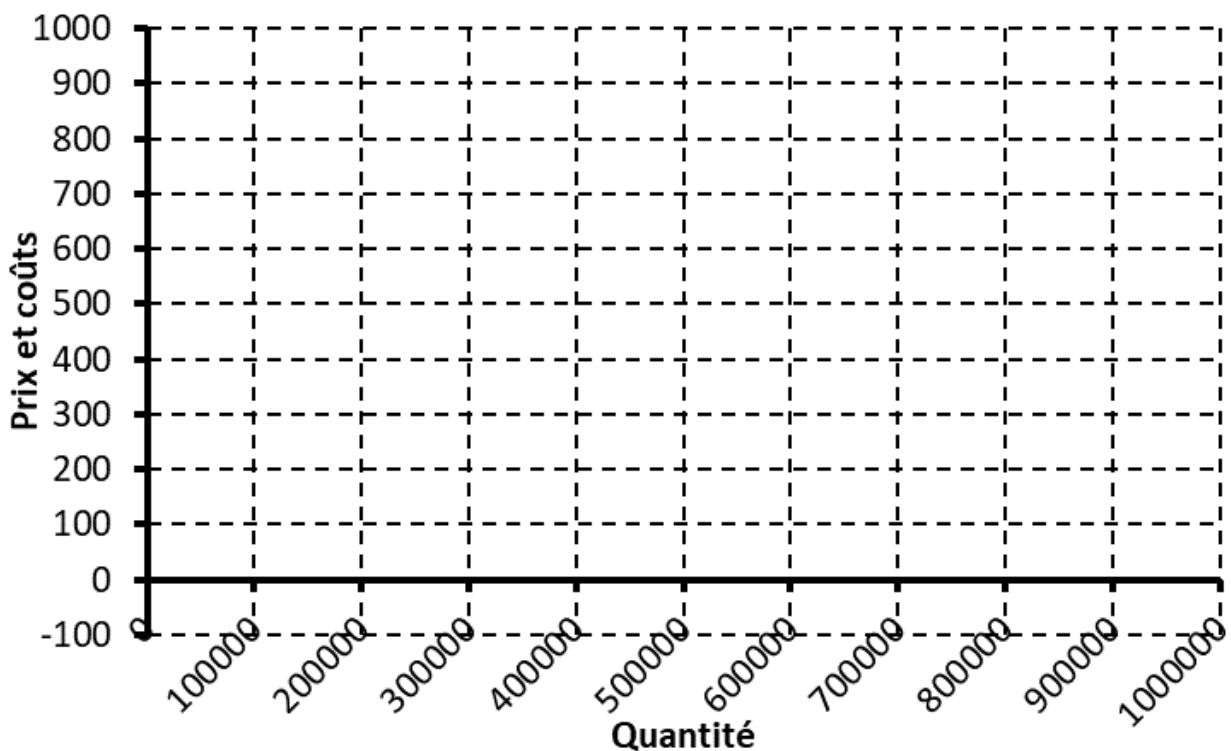
i. Après deux ans de fonctionnement, *Netflix* signe un contrat (300 millions de dollars par ans) avec une compagnie de production hollywoodienne pour obtenir l'intégralité de leurs films en exclusivité six mois après leur sortie. Discuter la manière dont ce contrat peut modifier la politique tarifaire de *Netflix*.

ii. Les trois concurrents susmentionnés entrent finalement sur le marché. Discuter l'impact que cela peut avoir sur la politique tarifaire de *Netflix*. Peut-on formellement exclure que cette entrée conduise à une hausse des prix ?

Exercice 3. Un monopole propose un bien, de qualité stable, lui coûtant à produire 200 € par unité en plus d'un coût fixe initial de 500 000 € pour mettre en place les installations nécessaires à la production ($C^T = 500\,000 + 200.Q$, où C^T représente le coût total de production et Q la quantité produite). La demande est telle que si le bien est gratuit, 700 000 clients voudront une unité, mais que la demande se réduit de 500 unités chaque fois que le prix augmente de 1 € ($D = 700\,000 - 500 P$, où D représente le nombre d'unités achetées et P le prix unitaire de vente).

i. Calculer la demande inverse, c'est à dire le prix $P(Q)$ maximum auquel le monopole peut écouler une production Q (donner ce prix en fonction de la quantité Q).

- ii. Supposons que le monopole envisage de vendre une quantité Q au prix maximum $P(Q)$. Quelle serait la variation $Rm(Q)$ des recettes du monopole s'il décidait de produire une unité en plus (et subissait la baisse de prix maximum correspondante) ?
- iii. En déduire la quantité Q^M qui maximise le profit du monopole, ainsi que le prix de vente P^M ?
- iv. Calculer l'élasticité de la demande pour ce niveau de prix et vérifier la relation entre cette élasticité et le taux de marge du monopole.
- v. Tracer les courbes de coût marginal, de demande inverse et de recette marginale sur le graphique ci-dessous, ainsi que la quantité et le prix de monopole.



5. Le financement des entreprises

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 10 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et le chapitre 1 de la partie 6 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Bilans comptables

i. Une entreprise finance ses capacités de production, l'actif (contrats de main-d'œuvre, savoirs faire et propriété intellectuelle, matériels et baux, stocks de matières premières et de marchandises...) par son passif (fonds propres issus du capital social ou des profits non distribués, prêts bancaires ou délais de paiements, produits financiers).

ii. Le bilan est par définition équilibré : la valeur de l'entreprise pour ses actionnaires (dans les fonds propres au passif) égalise les autres valeurs.

I.2. Financement bancaire

i. Le système bancaire centralise la fonction de financement en servant d'intermédiaire entre les épargnants – à qui il assure l'argent déposé et sa liquidité – et les emprunteurs, à qui il assure un financement à moyen-long terme.

ii. Le système bancaire a une importante fonction de création monétaire à travers les prêts qu'il octroie, qui peuvent dépasser les dépôts : la monnaie prêtée, déposée sur un compte bancaire par l'emprunteur peut être prêtée à nouveau.

iii. Les banques peuvent aussi servir d'intermédiaire pour des placements financiers, voire spéculer elles-mêmes.

I.3. Innovations financières

i. Les marchés financiers mettent en face des offreurs et des demandeurs de fonds prêtables, sans l'interface bancaire au fort pouvoir de marché. Le surplus à se partager est potentiellement plus fort. Toutefois, les risques ne sont pas mutualisés par l'intermédiaire et reposent donc sur les contractants.

ii. Les marchés secondaires permettent aux épargnants et spéculateurs de s'échanger entre eux des titres déjà émis sur les marchés primaires. Ils permettent d'assurer une forme de liquidité des placements.

iii. Les marchés financiers développent des produits dérivés, un produit dérivé est un contrat entre deux parties, un acheteur et un vendeur, qui fixe des flux financiers futurs fondés sur l'évolution du taux ou du prix d'un autre produit appelé sous-jacent. De tels produits peuvent permettre d'assurer des acteurs économiques contre certains risques, ou d'augmenter les effets de levier des spéculateurs. Ils peuvent être stabilisateurs ou déstabilisateurs pour l'économie.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

Question 1. Mme Tremblay a l'habitude d'épargner tous les mois 500 € pour sa retraite. Les taux d'intérêts remontent durablement et elle s'y adapte en diminuant à 400 € son épargne mensuelle. Cette situation traduit que pour Mme Tremblay :

- ☐ L'effet substitution est plus fort que l'effet revenu
- ☐ L'effet substitution est égal à l'effet revenu
- ☐ L'effet substitution est plus faible que l'effet revenu

Question 2. M. Bond a une richesse de 500 000 £. Il a un revenu marchand de 40 000 £ par an, sur lequel il est taxé à 30 %. La richesse de M. Bond comprend du matériel qui se déprécie à hauteur de 5 000 £ par an. En vous basant sur ces informations, laquelle des affirmations suivantes est correcte ?

- ☐ Le revenu disponible de M. Bond équivaut à 40 £.
- ☐ Le revenu net de M. Bond équivaut à 28 000 £.
- ☐ La quantité maximale de dépenses de consommation pour M. Bond équivaut à 23 000 £.
- ☐ Si M. Bond décide de dépenser 60 % de son revenu net sous forme de consommation et le reste sous forme d'investissement, alors son investissement est de 9 200 £.

Question 3. Laquelle des affirmations suivantes est correcte ?

- ☐ La monnaie correspond à l'argent liquide (pièces et billets) utilisé comme moyen d'échange pour acheter des biens et des services.
- ☐ La monnaie bancaire est la quantité totale de monnaie dans les comptes de dépôt des épargnants à la banque.
- ☐ La base monétaire correspond à la monnaie au sens large à laquelle on soustrait la monnaie bancaire.
- ☐ La transformation de liquidité se déroule quand les banques transforment des dépôts non liquides en prêts liquides.

6. Fiscalité et redistribution

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 19 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et la partie 11 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Inégalités, responsabilité et contexte

i. Divers critères mesurent les inégalités : le coefficient de GINI est un indice global pouvant cacher des modifications se compensant ; les rapports inter-déciles ou inter-quartiles mesurent une dispersion au sein de la classe moyenne ; les parts des 10 %, 1 %... mesurent des inégalités « en haut » ; les taux de pauvreté relatifs mesurent des inégalités « en bas ».

ii. Après une longue période de baisse des inégalités (entre les deux guerres mondiales) et une période de bas niveau dans les trente glorieuses, les inégalités – de revenu, de patrimoine – ont commencé à remonter dans les pays de l'OCDE à des rythmes différents et à partir de la fin des années 1970.

iii. Le concept consistant à opposer inégalités et iniquités considère séparément les inégalités subies – liées au contexte – et celles dont les individus sont eux-mêmes responsables, dépendants de leur choix. La dichotomie contexte/responsabilité peut-être opérée sur des bases théoriques (choix formel ou non) ou statistiques (corrélation avec un contexte).

I.2. Dilemme efficacité-équité

i. Le concept de dilemme efficacité-équité suppose que la redistribution des revenus est néfaste pour l'activité économique. Des analyses statistiques macroéconomiques mettent en cause cette réalité d'un point de vue global.

ii. Les arguments microéconomiques en faveur de ce dilemme sont liés à l'hypothèse que les humains acceptent de faire des efforts uniquement s'ils pensent en retirer un gain personnel. On les retrouve sous diverses formes : aiguillon du profit, aléa moral...

I.3. Paradoxe de la redistribution

i. Une grande part de la redistribution est opérée non à travers des transferts monétaires (impôts, allocations...) mais à travers l'accès à des services publics (éducation, santé...).

ii. Des analyses statistiques en comparaison internationale montrent que le niveau de redistribution est plus fortement associé au montant des impôts prélevés (pour financer ces services publics) qu'à leur progressivité.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

Question 1. Lors d'une grave crise économique, on peut envisager que le taux de pauvreté monétaire relatif (tel que calculé par Eurostat ou l'OCDE) diminue.

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Question 2. Donner le même montant d'allocation, ou l'accès au même service public, à toute la population sans condition de ressource, réduit les inégalités.

- ☐ Non
- ☐ Potentiellement, selon la manière dont cette allocation ou ce service public est financé
- ☐ Potentiellement, selon le critère de mesure des inégalités choisi
- ☐ Potentiellement, selon le financement et la mesure des inégalités
- ☐ Oui

Question 3. Augmenter le salaire minimum permet de réduire les inégalités

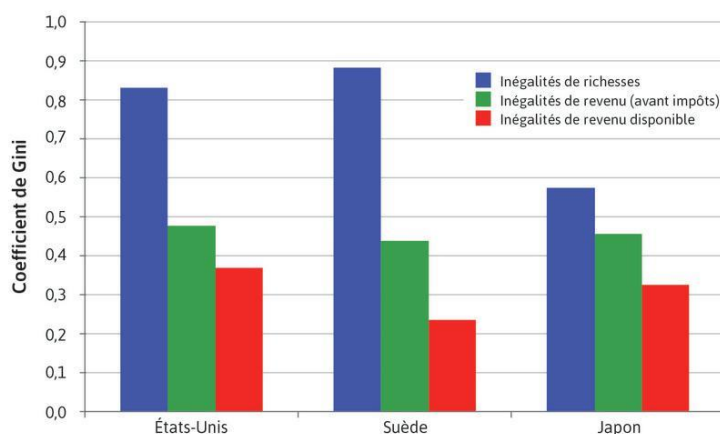
- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Cela dépend

Question 4. Les pays dans lesquels les impôts sont les plus progressifs sont les pays dans lesquels les inégalités de revenu disponible sont les plus faibles.

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

II.2. Exercices

Exercice 1. Considérer le graphique ci-dessous représentant les indices de GINI de mesure des inégalités dans trois pays dans les années 2000.



i. Commenter l'ordre entre les trois types d'inégalité, similaires dans les trois pays.

ii. Commenter la modification de l'ordre des pays entre les inégalités de richesse et de revenus avant impôts.

iii. Commenter les différences de modification des inégalités entre les revenus avant ou après impôts.

7. La croissance

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 2 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et le chapitre 3 de la partie 4 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Croissance par accumulation

i. La théorie malthusienne considère la décroissance de la productivité marginale du travail avec sa quantité. Ceci conduit à une production par tête constante à travers l'histoire, et une réponse à des modifications des autres facteurs de production par la population et non par son niveau de vie.

ii. Le modèle de croissance par accumulation considère qu'en se privant de consommer (*via* l'épargne) pour investir dans les équipements, il est possible d'accroître la productivité du travail pour tous les niveaux de travail, et ainsi de stimuler la croissance.

iii. Si on ne considère pas le progrès technique et si les rendements du capital sont décroissants avec sa quantité, le modèle de croissance par accumulation arrive également à un état stationnaire.

I.2. Croissance par innovation

i. Dans une économie de la connaissance, où le capital est abondant, c'est le progrès technique qui permet de continuer à accroître la production. La production manufacturière, soumise à la concurrence et l'abondance de facteurs de production, ne parvient pas à capter une grande part des surplus, qui rémunèrent principalement la propriété intellectuelle (si elle est protégée).

ii. La propriété intellectuelle tirée de l'innovation permet un monopole (temporaire) et donc à son propriétaire de tirer les rentes du monopole, et ainsi de rentabiliser les coûts fixes d'innovation. La propriété intellectuelle peut devenir obsolète si elle est dépassée par de nouvelles innovations qui prennent sa place de monopole. C'est le principe de destruction créatrice de Schumpeter.

I.3. Croissance et bien-être

i. Le PIB mesure une unité de production uniformisée pour être comprise dans le temps. Pour effectuer des comparaisons (ou des additions) sur des productions qualitativement différentes entre produits et dans le temps, la production est généralement comptée à sa valeur de marché.

ii. Le PIB, censé mesurer les productions nettes, ne prend pourtant pas en compte la destruction de certaines richesses associée à la production, notamment les destructions de ressources naturelles et les atteintes environnementales.

iii. La valeur de marché pouvant différer grandement de l'impact de la production sur le bien-être (que ce soit à une date donnée ou en comparaison intergénérationnelle), la croissance du PIB peut différer de la croissance du bien-être d'une société.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

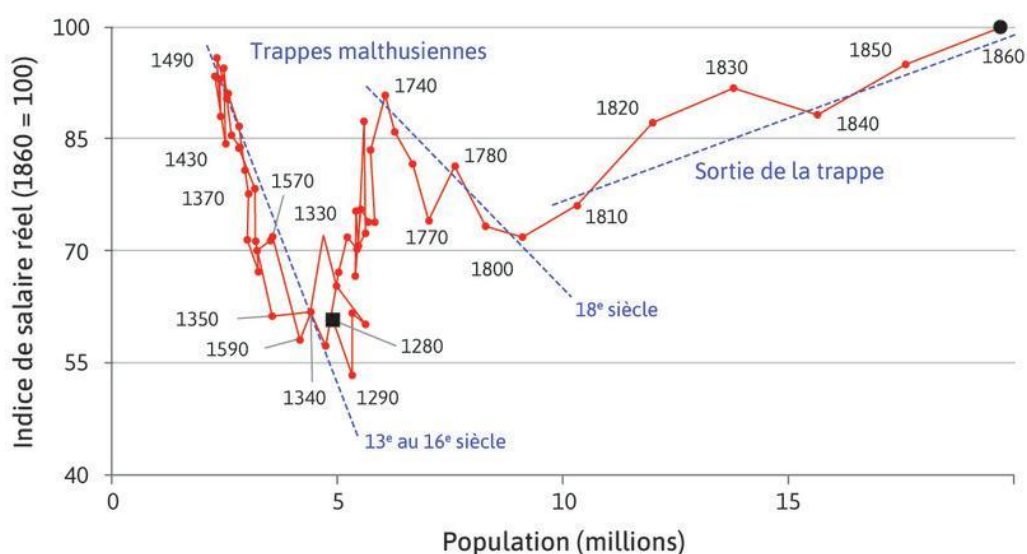
Question 1. Relier chacune des explications suivantes de la baisse à long terme de la croissance de la production à son ou ses auteurs.

- ☐ L'épuisement des ressources naturelles
- ☐ L'épuisement des investissements rentables
- ☐ La hausse des salaires due à la hausse du coût relatif de la subsistance
- ☐ La hausse de l'intensité capitalistique de la production

Question 2. Supposons une fonction de production de céréales de fermiers dans des conditions de culture comparables à la moyenne avec la technologie actuellement disponible. Lesquelles de ces affirmations sont vraies ?

- ☐ Dans une année marquée par des conditions météorologiques exceptionnellement bonnes, la courbe de la fonction de production sera plus élevée et parallèle à la courbe habituelle.
- ☐ Une découverte de nouvelles graines de céréales à hauts rendements entrainerait une inclinaison de la fonction de production, qui pivoterait dans le sens inverse des aiguilles d'une montre à partir de l'origine.
- ☐ Pendant une année de sécheresse, la courbe de production pourra être décroissante quand le nombre de fermiers sera grand.
- ☐ S'il existe une limite supérieure à la quantité de céréales pouvant être produite, la courbe finira par être horizontale quand le nombre de fermiers est grand.

Question 3. Analyser le graphique suivant et dire lesquelles des affirmations suivantes sont vérifiées :

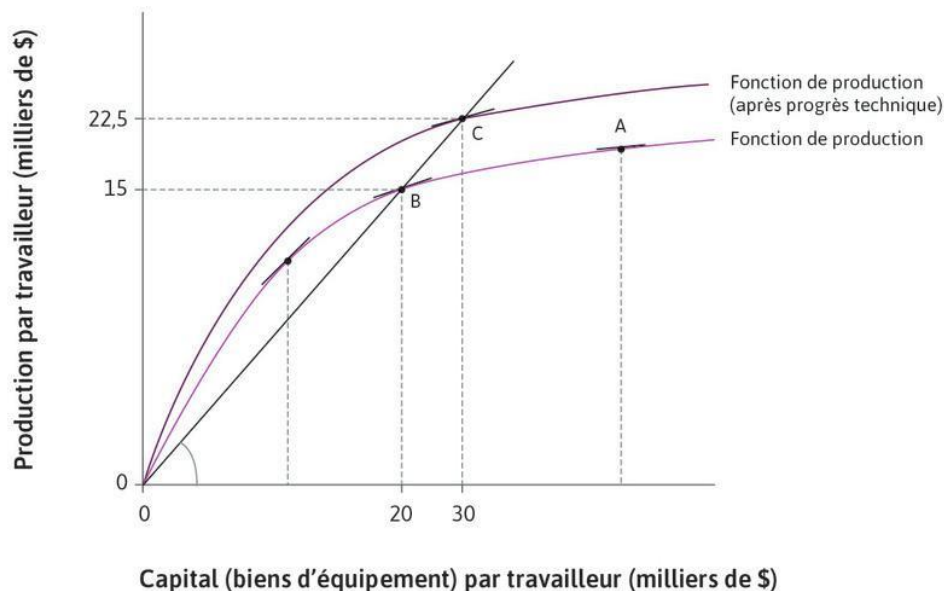


Source : Robert C. Allen. 2001. The Great Divergence in European Wages and Prices from the Middle Ages to the First World War. Explorations in Economic History 38 (4): pp. 411–447, cité dans le manuel CORE.

- ☐ Entre les années 1800 et 1860, la population a augmenté parallèlement à la hausse des salaires réels. Ceci est complètement cohérent avec la description malthusienne de la croissance économique.

- ☐ Il existe une preuve évidente de l'existence d'une trappe malthusienne persistante et continue entre les années 1280 et les années 1800.
- ☐ Les trappes malthusiennes semblent émerger dans des cycles de 60 ans.
- ☐ Le modèle malthusien ne prend pas en compte la possibilité d'un choc technologique positif persistant qui puisse compenser la production moyenne du travail décroissante.

Question 4. Le graphique suivant présente deux fonctions de production avant et après l'implémentation d'un progrès technologique. Quelles affirmations sont vraies ?



Source : Manuel CORE

- ☐ La productivité moyenne du capital en B est de $20\,000 / 15\,000 = 1,33$.
- ☐ La productivité marginale du capital en C est de $(22\,500 - 15\,000) / (30\,000 - 20\,000) = 0,75$.
- ☐ La concavité de la fonction de production indique des rendements décroissants du capital.
- ☐ Consécutivement à un progrès technologique, la productivité marginale du capital augmente mais la productivité moyenne du capital reste la même pour un niveau donné de capital par travailleur.

II.2. Exercices

Exercice 1. Dans une économie agricole malthusienne, une population s'installe dans un territoire cultivable. Le tableau suivant donne la capacité de production (céréalière) sur cette terre en fonction du nombre de fermier·e·s. Chaque individu (travailleur ou non) consomme en moyenne 2400 Kcal étant donné l'activité intense. Il y a un non-travailleur (enfant ou personne âgée) pour deux travailleurs. Le tableau suivant donne pour chaque taille de population (uniquement les travailleurs sont comptés) la quantité de céréale produite. La production est telle qu'elle fournit 3600 Kcal par kilo de céréale produite.

i. Compléter le tableau (indication, reporter ces données sur un fichier excel)

ii. Calculer la population à l'équilibre malthusien

Nb de travailleurs	Production (kg/an)	Productivité moy.	Productivité marg.	Kcal/habitant
200	200 000			
400	330 000			
600	420 000			
800	500 000			
1 000	570 000			
1 200	630 000			
1 400	684 000			
1 600	732 000			
1 800	774 000			
2 000	810 000			
2 200	840 000			
2 400	864 000			
2 600	882 000			
2 800	894 000			
3 000	900 000			

8. La question du chômage

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 13 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et le chapitre 3 de la partie 10 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Chômage classique

i. Si on considère le marché du travail selon l'idéal-type du marché concurrentiel présenté au chapitre 2, alors il ne devrait pas y avoir de chômage car les fluctuations du prix du service travail (le salaire) doivent permettre d'égaliser l'offre du service travail (de la part des travailleurs) et sa demande (de la part des employeurs).

ii. La demande serait telle que le salaire serait égal la productivité marginale du travail et l'offre telle que l'utilité marginale de la consommation permise par le salaire serait égale à la désutilité de travailler (peine au travail plus privation de loisir).

iii. Dans un tel cas, le chômage (outre le chômage frictionnel du fait des délais d'appariement entre employeurs et employés) ne pourrait résulter que de forces extérieures au marché empêchant son ajustement à la baisse (syndicats, réglementations...) : c'est le chômage classique.

I.2. Chômage keynésien

i. On remarque toutefois de fortes poussées de chômage pendant les crises économiques, qui ne semblent pas liées à un défaut d'ajustement à la baisse des salaires : la loi d'Okun est une relation empirique forte et stable dans la plupart des économies depuis la Seconde Guerre mondiale entre la croissance économique et la variation du taux de chômage.

ii. Keynes a expliqué ce type de chômage conjoncturel par des mécanismes de coordination des anticipations. En période de crise, les anticipations sur les potentiels débouchés sont mauvaises et les entreprises investissent peu ; elles ont alors peu besoin de main d'œuvre. La faiblesse de la production et des revenus des travailleurs valide les mauvaises anticipations.

I.3. Changement technologique et qualification

i. On observe en permanence, y compris pendant les périodes de crise et de montée du chômage, des flux non négligeables de création d'emploi et des stocks d'emplois vacants.

ii. Un chômage fort peut exister en parallèle de nombreux emplois vacants si le marché du travail est peu efficace à réallouer les travailleurs en recherche d'emplois aux emplois vacants, ou s'il existe des différences fortes entre les compétences de ces travailleurs et les besoins.

iii. Dans le cadre de changements technologiques importants, ou de crises sectorielles touchant des industries aux compétences spécifiques, on peut observer des difficultés à réallouer les travailleurs.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

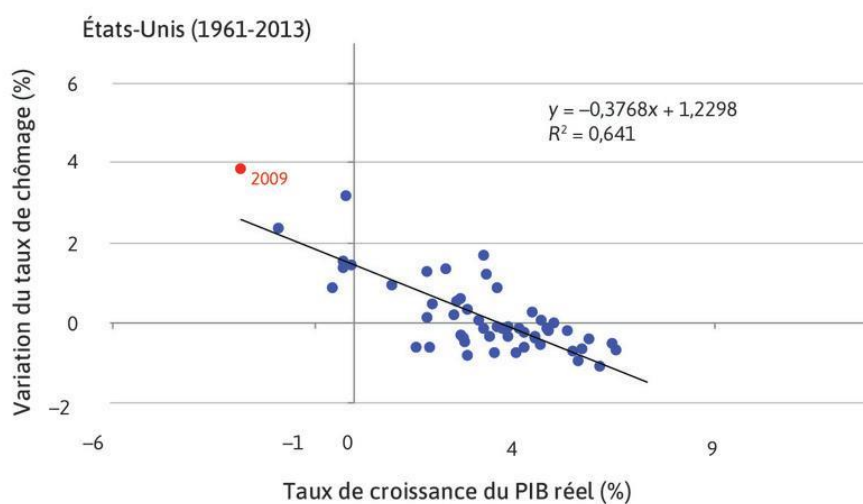
Question 1. Le chômage dû au fait que dans le cadre de destructions et de créations d'emplois et d'entreprises, les salariés restent un certain temps au chômage entre deux emplois est appelé :

- ☐ Le chômage classique
- ☐ Le chômage volontaire
- ☐ Le chômage frictionnel
- ☐ Le chômage keynésien

Question 2. Dans certains cas, il est possible d'augmenter l'emploi en augmentant le niveau de salaire minimal.

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

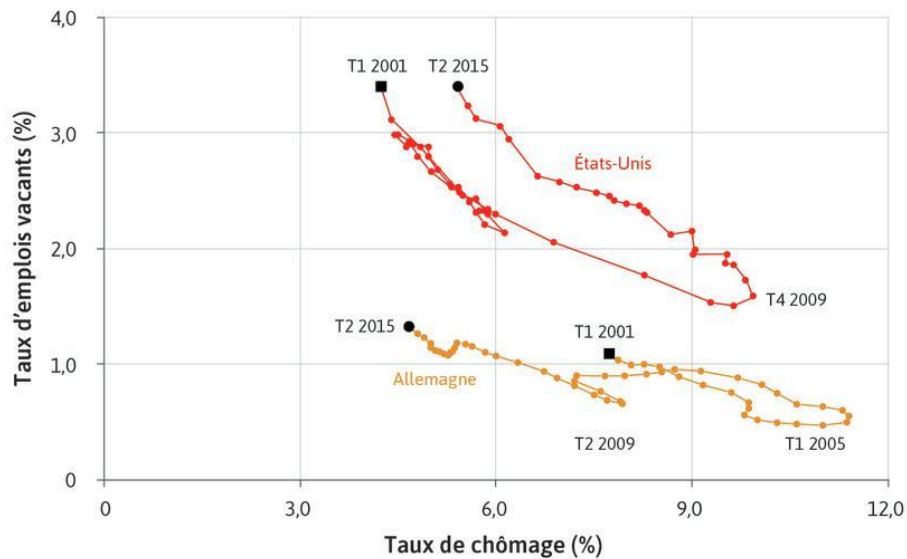
Question 3. Le graphique suivant montre la relation entre le taux de croissance du PIB réel et l'évolution du chômage aux États-Unis entre 1961 et 2013. L'équation affichée est le résultat de la régression pour la droite de meilleur ajustement. D'après ces informations, laquelle des affirmations suivantes est correcte ?



Source : manuel CORE

- ☐ Le taux de chômage reste stable quand la croissance du PIB réel est nulle.
- ☐ Le coefficient d'Okun pour les États-Unis est 1,2298.
- ☐ En s'appuyant sur le résultat de la régression, les décideurs publics peuvent être sûrs qu'une augmentation de 1 % du PIB réel l'année prochaine mènera à une baisse du taux de chômage de 0,38 %.
- ☐ Avec une baisse du PIB réel de 2,8 % en 2009, l'augmentation du taux de chômage prédite aurait été de 2,3 %.

Question 4. Le graphique ci-dessous présente les courbes de Beveridge des États-Unis et de l'Allemagne pour la période entre 2001T1 et 2015T2. D'après ces informations, laquelle des affirmations suivantes est correcte ?



Source : manuel CORE

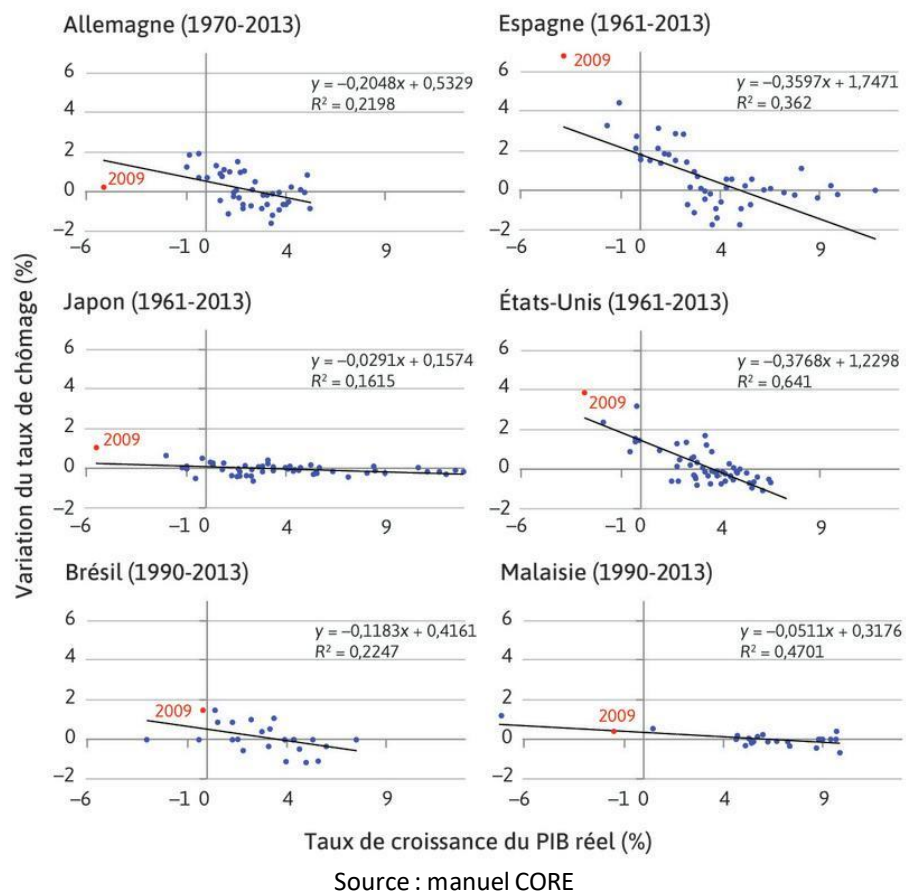
- ☐ Les courbes de Beveridge décrivent une relation négative entre taux d'emplois vacants et taux d'emploi.
- ☐ Le marché du travail américain était plus performant dans l'appariement des travailleurs avec les emplois vacants au cours de la crise financière de 2008-2009.
- ☐ La courbe de Beveridge américaine s'est déplacée après la crise financière, améliorant ainsi le taux d'appariement.
- ☐ Le taux d'appariement en Allemagne s'est amélioré après que sa courbe de Beveridge se soit déplacée vers 2007.

II.2. Exercices

Exercice 1. La Figure suivante représente l'évolution du taux de chômage (axe des ordonnées) en fonction du taux de croissance de la production (axe des abscisses) dans six pays.

i. Observez les droites de régression (représentant au mieux les données). Quelle prédiction ces droites indiquent-elles pour le chômage lorsque l'économie ne croît pas ? Les résultats sont-ils les mêmes pour tous les pays ?

ii. Supposez que la population de l'économie considérée croisse. Pouvez-vous utiliser cette hypothèse pour fournir une explication à vos conclusions de la question i ? Quels autres facteurs pourraient expliquer les différences entre pays ?



9. Les politiques économiques

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans les chapitres 14 et 15 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et le chapitre 2 de la partie 7 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Le multiplicateur keynésien

i. La demande globale est la somme des investissements des entreprises et des consommations des ménages. Partant d'un niveau minimal positif, les consommations augmentent avec le revenu, moins vite que celui-ci : la propension marginale à consommer est comprise entre 0 et 1.

ii. Une augmentation des investissements augmente la demande et par suite les revenus, induisant une seconde augmentation, celle de la consommation (mais inférieure). À son tour, cette augmentation augmente la demande, les revenus et la consommation. La somme de ces augmentations – de plus en plus petites – résulte en une augmentation finale du revenu supérieure à l'*input* d'investissement initial, mesurée par le multiplicateur d'investissement.

I.2. Politique budgétaire

i. En période de crise, un surcroît de dépenses publiques peut permettre de relancer l'économie à travers le mécanisme du multiplicateur, l'investissement jouant le rôle d'*input* initial.

ii. La manière de financer ce surcroît d'investissement peut influencer sur la taille du multiplicateur : la baisse d'autres dépenses joue un rôle de multiplicateur en sens inverse ; l'effet de l'augmentation immédiate des impôts dépend de sa répartition sur des ménages à plus ou moins forte propension marginale à consommer ; une augmentation de la dette reporte le financement dans l'avenir, mais peut dépendre des anticipations d'ajustements futurs.

iii. La taille du multiplicateur dépend également de la propension marginale à importer, plus celle-ci est importante, plus grande est la part des revenus nouvellement consommés qui ne se traduit pas en revenus nouveaux et moins le multiplicateur est fort.

I.3. Politique monétaire

i. La politique monétaire tente de contrôler les taux d'intérêts, et par ce biais les investissements des entreprises (plus le taux est bas, moins un investissement coûte cher et plus les entreprises vont être incitées à les réaliser).

ii. À la pleine utilisation des capacités de production, une baisse du taux d'intérêt conduit à une augmentation des prix (inflation) plutôt qu'à une augmentation de la production.

iii. La politique monétaire peut également avoir un effet sur les taux de changes, et par ce biais sur les importations et les exportations, et à nouveau sur l'inflation.

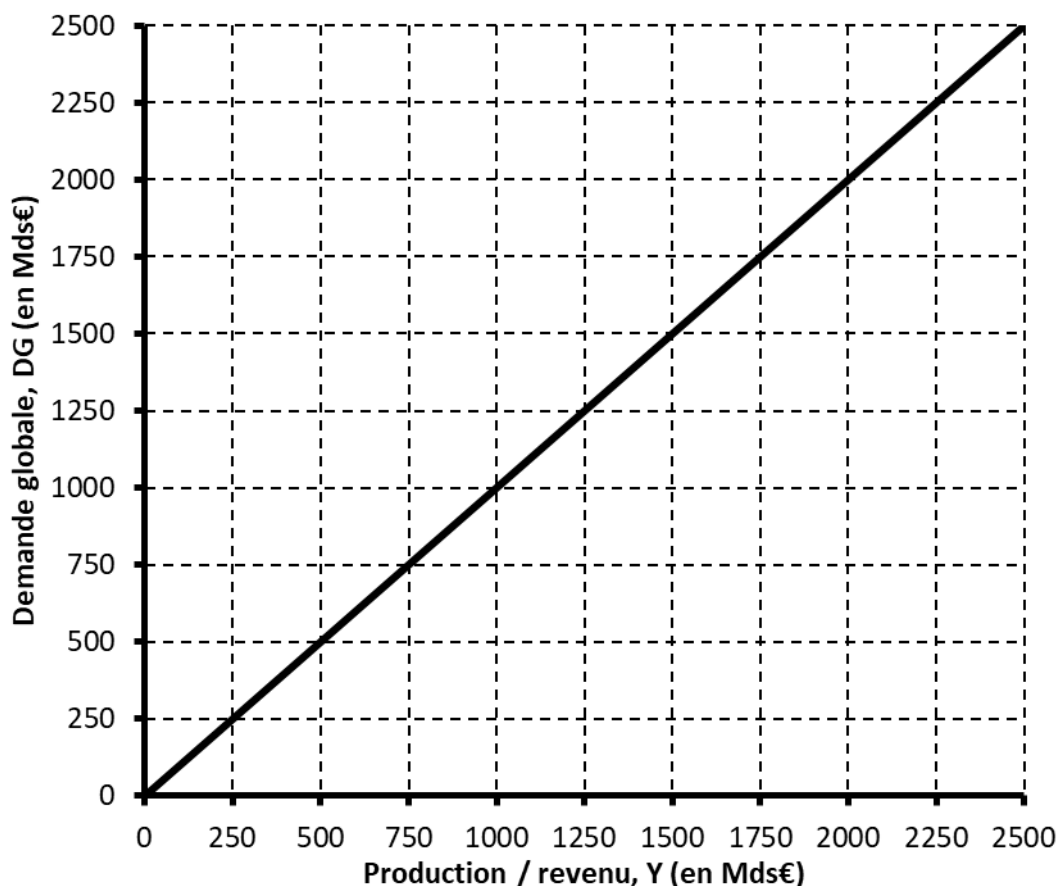
- ☐ La causalité inverse peut poser problème quand on estime le multiplicateur de façon empirique.
- ☐ Si les ménages anticipent le fait que des dépenses publiques accrues seront financées par une augmentation future des impôts, alors le multiplicateur sera plus grand.
- ☐ Si les entreprises anticipent le fait que la politique budgétaire du gouvernement sera efficace, alors le multiplicateur sera plus grand.

Question 4. Parmi les affirmations suivantes portant sur la politique monétaire, lesquelles sont correctes ?

- ☐ Lorsque les taux d'intérêt baissent, les prix des actifs augmentent.
- ☐ Le plancher zéro réfère à l'incapacité de la banque centrale à établir le taux d'intérêt réel en dessous de zéro.
- ☐ Le *quantitative easing* suppose que la banque centrale diminue son taux d'intérêt officiel.
- ☐ Les taux d'intérêt ne peuvent pas être fixés dans une union monétaire.

II.2. Exercices

Exercice 1. Le graphique à 45° ci-dessous représente la demande en ordonnées en fonction de la production (revenu) en abscisses.



i. Supposons que la consommation autonome soit de 500 Mds€, les investissements des entreprises de 300 Mds€ et les dépenses du gouvernement de 200 Mds€. À supposer que la propension

marginale à consommer soit constante et égale à $1/2$, tracer la courbe de demande globale et en déduire la production d'équilibre.

ii. La survenue d'une crise assombrit les perspectives des entreprises qui réduisent leurs investissements au niveau minimal de 50 Mds€. Tracer la nouvelle courbe de demande globale et déduire le niveau de production de crise.

iii. En réponse à cette crise, le gouvernement décide d'engager de nouvelles dépenses pour des projets d'infrastructures, à hauteur de 125 Mds€. Tracer la nouvelle courbe de demande globale et le nouveau niveau de production.

iv. Discuter les évolutions à plus long terme.

10. Commerce international

Les sections abordées dans cette séance pourront être approfondie dans le chapitre 18 du manuel en ligne du réseau d'enseignement CORE (<https://core-econ.org/the-economy/book/fr/text/0-3-contents.html>) et le chapitre 1 de la partie 8 du *Grand Manuel d'Économie Politique* (Dunod).

Première partie : notions essentielles

I.1. Avantages comparatifs

- i.* Le coût économique de la production d'un bien n'est pas son coût comptable de production mais la quantité des autres biens dont il faut se passer pour l'obtenir (coût d'opportunité).
- ii.* En l'absence de commerce international des facteurs de production (les productivités absolues de chaque bien dans chaque pays sont fixes), le commerce international des produits finis dépend non pas de la productivité absolue de chaque bien dans chaque pays mais de la productivité relative.

I.2. Préférence pour la diversité

- i.* L'observation de l'importance du commerce intra-branche entre pays semblables aux capacités de production similaires a conduit à explorer d'autres motivations au commerce international, en particulier à travers la prise en compte de l'hétérogénéité (horizontale) des qualités des produits et de la préférence des consommateurs pour la diversité.
- ii.* Avoir accès à une offre diversifiée pour chaque bien – à travers l'accès à une plus grande variété de producteurs nationaux et étrangers – permet d'augmenter le bien-être des consommateurs à travers une consommation variée (pour des biens consommés en grand nombre ou de manière répétitive) ou en choisissant la variété la plus adaptée à ses besoins ou préférences.

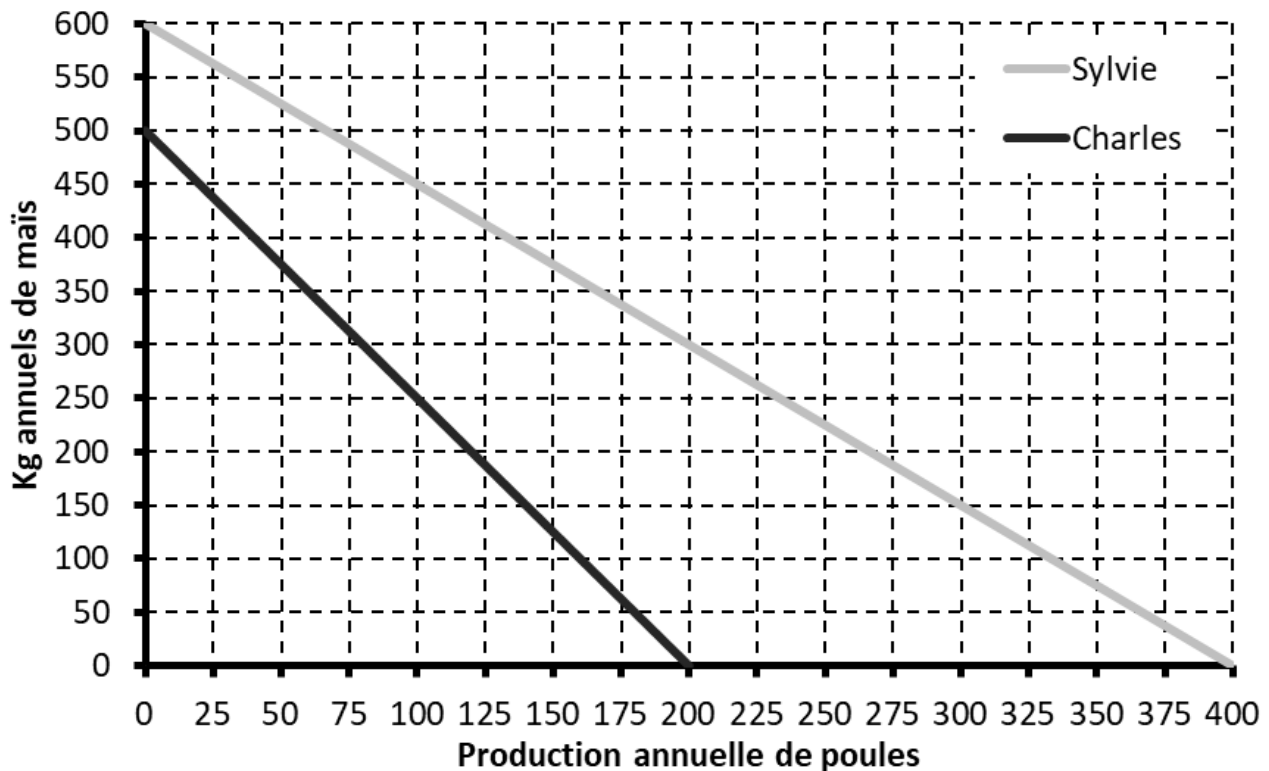
I.3. Internationalisation de la chaîne de valeur

- i.* Les travaux empiriques récents ont mis en lumière le fait que la majeure partie des échanges internationaux ne concernaient pas des produits finaux mais des consommations intermédiaires : la chaîne de production de la valeur est mondialisée et les produits finis sont en partie produits dans de nombreux pays différents.
- ii.* La localisation réelle de chaque maillon de la chaîne de production peut être liée à des considérations de mobilité imparfaite (préférences des producteurs, proximité aux marchés en fonction des coûts de transport...) ou selon les avantages comparatifs locaux (prix, qualification de la main d'œuvre, infrastructures). La localisation peut dépendre aussi de considérations fiscales ou réglementaires.

Seconde partie : travaux dirigés

II.1. QCM

Question 1. Le graphique suivant représente les frontières de production de deux fermiers isolés qui ont la possibilité d'utiliser leurs terres pour faire pousser du maïs et élever des poules :



Selon la théorie des avantages absolus de Smith, les deux fermiers ont-ils intérêt à se spécialiser et échanger ?

- ☐ Non
- ☐ Oui, Sylvie se spécialiserait dans les poules et Charles dans le maïs
- ☐ Oui, Sylvie se spécialiserait dans le maïs et Charles dans les poules

Question 2. Selon la théorie des avantages comparatifs de Ricardo, les deux fermiers ont-ils intérêt à se spécialiser et échanger ?

- ☐ Non
- ☐ Oui, Sylvie se spécialiserait dans les poules et Charles dans le maïs
- ☐ Oui, Sylvie se spécialiserait dans le maïs et Charles dans les poules

Question 3. Deux pays précédemment à l'autarcie s'ouvrent au commerce réciproque des biens et services mais ni à la libre circulation des personnes ni des capitaux. Le pays A est un pays très peuplé (beaucoup de travailleurs) dont les propriétaires possèdent relativement peu de capital ; le pays B est un pays peu peuplé dont les propriétaires possèdent beaucoup de capital. Quels devraient être les gagnants de cette ouverture au commerce ?

- ☐ Les propriétaires des deux pays
- ☐ Les travailleurs des deux pays
- ☐ Les propriétaires du pays A et les travailleurs du pays B
- ☐ Les propriétaires du pays B et les travailleurs du pays A

II.2. Exercices

Exercice 1. Optimisation fiscale internationale

Une entreprise internationale spécialisée dans la fabrication de sac à main est située dans trois pays. Dans le pays A, elle cultive et tanne les peaux de vache pour produire le cuir nécessaire à ses sacs. Cela lui coûte 300 € par unité de cuir (une unité de cuir étant la quantité nécessaire pour produire un sac). Dans le pays B est domiciliée la propriété intellectuelle du design du sac ; celle-ci étant rentabilisée, aucun coût n'est associé à l'utilisation de ce modèle. Dans le pays C est domiciliée une filiale qui paie les royalties (R par sac produit) à la filiale B et achète le cuir (au prix P par unité de cuir) à la filiale A. Elle produit ensuite les sacs (avec un coût de production de 200 € par sac) et les vend au prix de 2500 € HT. Dans chacune des trois possibilités suivantes, définir le montant des royalties R et le prix des unités de cuirs P qui maximise le profit net après impôt de cette multinationale.

- i. Taux d'impôt sur les sociétés : 5 % dans le pays A ; 15 % dans le pays B ; 30 % dans le pays C.
- ii. Taux d'impôt sur les sociétés : 30 % dans le pays A ; 15 % dans le pays B ; 20 % dans le pays C.
- iii. Taux d'impôt sur les sociétés : 15 % dans le pays A ; 25 % dans le pays B ; 0 % dans le pays C.

Exercice 2. Avantages absolus et avantages relatifs

Reprendre le graphique de la question 1 du QCM.

- i. Quel est le coût relatif de production des poules pour Sylvie ? À quel prix limite préfère-t-elle produire plutôt qu'acheter des poules ?
- ii. Quel est le coût relatif de production des poules pour Charles ? À quel prix limite préfère-t-il produire plutôt qu'acheter des poules ?
- iii. Déduire une fourchette de prix pour l'échange et les spécialisations de chacun.
- iv. En supposant que le pouvoir de négociation de chacun fasse qu'ils échangent au prix de 2.25 kg de maïs pour une poule, tracer les frontières de possibilité de consommation des deux fermiers.

